

Panel 19 - Les méthodes pour l'analyse des parcours politiques

'Changer de microscope' : Vers une analyse longitudinale des carrières politiques dans les systèmes multi-niveaux

ABSTRACT

Les modèles de carrière politique en Belgique, au Canada, en Espagne et au Royaume-Uni ont profondément évolué au cours des trois dernières décennies avec l'instauration des parlements régionaux et sous l'effet de leur professionnalisation. De récentes recherches ont démontré que, loin de constituer un simple tremplin vers le niveau national, le niveau subnational constitue une arène politique professionnelle à part entière. En nous basant sur une analyse longitudinale de l'ensemble des 2.450 carrières en Catalogne (n=1.044), en Écosse (n=368), au Québec (n=619) et en Wallonie (n=419) depuis l'instauration des parlements régionaux, nous démontrons tout d'abord que plusieurs modèles de carrière coexistent au sein d'une même région. Pour cela, un 'changement de microscope' est requis en utilisant les trajectoires individuelles comme unité d'analyse au lieu des seuls mouvements verticaux entre niveaux de pouvoirs. Enfin, nos résultats en ce qui concerne la variabilité interne des modèles (mesurée en fonction des partis politiques mais aussi du genre et de l'origine territoriale) invitent à des recherches complémentaires pour mieux comprendre les dynamiques de carrière, notamment dans leur dimension identitaire. Jusqu'alors considérée comme une variable explicative secondaire, cette dimension semble au contraire constituer une variable explicative de première ordre dans les quatre régions analysées.

MOTS CLÉS: carrières politiques, classe politique, système multi-niveaux, Catalogne, Écosse, Québec, Wallonie

Jérémy Dodeigne
Aspirant F.R.S.-FNRS
Université de Liège (Centre Spiral)
Université catholique de Louvain (CESPOL)

Boulevard du Rectorat, 7 - Bat. 31
B-4000 Liège, Belgique
Tel: +32(0)4.366.31.26
Gsm: +32(0)476.46.39.26
Email: j.dodeigne@ulg.ac.be

Travail en cours, ne pas citer sans l'autorisation de l'auteur

*Communication présentée avec le soutien de
l'Association belge francophone de science politique (ABSP)*

INTRODUCTION

Les modèles de carrière politique en Belgique, au Canada, en Espagne et au Royaume-Uni ont profondément évolué au cours des trois dernières décennies avec l'instauration des parlements régionaux et sous l'effet de leur professionnalisation. Avant le processus de régionalisation, les carrières politiques évoluaient principalement sur deux niveaux de pouvoirs (le niveau local et national), et l'introduction d'un niveau subnational – mais également européen depuis 1979 – a multiplié les perspectives de trajectoire politique. La structure d'opportunité de ces États s'est donc complexifiée et a engendré une diversification de la route, ou plutôt des routes, vers le(s) parlement(s) dans un labyrinthe institutionnel à quatre niveaux (local, régional, national et européen).

L'étude des carrières politiques dans les systèmes multi-niveaux ne constitue pas pour autant un domaine de recherche inexploré, au contraire. Au Canada et aux États-Unis, où les Assemblées provinciales et les *State Legislatures* existent depuis la création de ces deux fédérations, les dynamiques des trajectoires politiques sont assez bien connues (Schlesinger 1966; Squire 1988; Barrie and Gibbins 1989; Fowler and McClure 1990; Atkinson and Docherty 1992; Canon and Sousa 1992; Moncrief 1994; Docherty 1997; Moncrief 1998, 1999; Carty and Eagles 2005; Francis and Kenny 2000; Canon 2011). L'ouvrage *Ambition and Politics* de Schlesinger (1966) constitue à cet égard une référence incontournable dans la littérature. Adoptant une approche rationnelle des acteurs politiques selon laquelle "[a]mbition lies at the heart of politics", l'auteur a théorisé le modèle de l'échelle politique dans lequel les élus évoluent du niveau local vers le niveau national. Ce modèle présentant une structure hiérarchique ascendante ne s'applique toutefois que très imparfaitement – voire pas du tout – à l'étude des carrières politiques dans les États nouvellement régionalisés. Dès les années 2000s, certains auteurs ont ainsi observé que les mouvements pouvaient également être descendants (modèle de l'*inverse springboard*), à la fois ascendants et descendants (« carrières intégrées » entre niveaux de pouvoirs), voire quasiment inexistantes au profit de carrières exclusivement subnationales et nationales (« carrières alternatives ») (Stolz 2003).

Dans la continuité de ces travaux, il est désormais nécessaire de lancer une 'troisième génération' d'analyse des carrières politiques. Car si ce sont bien les trajectoires politiques qui constituent l'objet d'étude des recherches récentes, l'unité d'analyse est centrée sur les mouvements entre niveaux de pouvoirs et non les trajectoires politiques en tant que telles. Cette unité d'analyse comporte selon nous des biais méthodologiques potentiels, notamment que le focus unique sur les mouvements verticaux (entre niveaux de pouvoirs) tend à « masquer » les trajectoires horizontales qui évoluent au sein d'une seule assemblée. Or, la présence – même importante – de mouvements verticaux ne permet pas d'exclure automatiquement la présence/absence de carrières alternatives régionales et nationales. En d'autres mots, aux côtés des carrières intégrées, il est tout à fait possible d'observer des carrières alternatives au niveau régional et national. De la même manière, l'absence de mouvements verticaux constitue une condition nécessaire mais non suffisante pour conclure à la présence/absence de carrières exclusivement régionales et nationales. En effet, un pays caractérisé par un turnover élevé questionne l'existence même de carrières professionnelles à ces niveaux de pouvoirs.

Comparant l'ensemble des carrières politiques catalanes, écossaises, québécoises et wallonnes à tous les niveaux de pouvoirs depuis l'instauration des parlements régionaux (n=2.450), la contribution de ce papier cherche avant tout à souligner la plus-value méthodologique d'une analyse longitudinale des carrières politiques. Ainsi, il est démontré que loin de présenter – uniquement – des carrières dites intégrées (Fiers 2001; Pilet, Fiers, and Steyvers 2007; Stolz 2010; Vanlangenakker, Maddens, and Put 2010, 2013), la Catalogne et la Wallonie présentent également un modèle de carrière alternative tandis que le modèle de carrière intégrée s'avère en fait minoritaire. Secondement, les résultats confirment la présence de carrières alternatives au Québec et en Écosse, mais notre analyse microscopique questionne la robustesse d'un tel concept pour le Québec vu de l'importance des carrières parlementaires très courtes (les carrières dites « discrètes »). Enfin, nos résultats en ce qui concerne la variabilité interne des modèles (mesurée en fonction des partis politiques mais aussi du genre et de l'origine territoriale) invitent à des recherches complémentaires pour mieux comprendre les dynamiques de carrière, notamment dans leur dimension identitaire. Jusqu'alors considérée comme une explicative de second-ordre, cette dimension semble au contraire constituer une variable explicative de première ordre dans les quatre régions analysées.

À cette fin, cette contribution procède en quatre étapes. Les deux premières sections présentent la revue de la littérature et la pertinence d'une approche longitudinale des carrières. La troisième section décrit la constitution de la base de données et les aspects méthodologiques de l'analyse et enfin, les résultats sont présentés et discutés.

ANALYSER LES CARRIÈRES POLITIQUES DANS LES SYSTÈMES MULTI-NIVEAUX

Suite aux travaux de Schlesinger (1966) sur les carrières politiques des *Congressman* aux États-Unis, les assemblées subnationales furent longtemps considérées comme de simples « tremplins » vers les mandats nationaux. Selon cette approche rationnelle des carrières, les candidats animés par leur ambition politique cherchent à atteindre les positions nationales, présumées constituer le sommet hiérarchique de l'échelle politique. À partir d'une analyse coût-bénéfices, les élus locaux évaluent ainsi leurs chances et leurs intérêts à se lancer comme candidats dans les *states legislative elections* tandis que les plus ambitieux et fortunés d'entre eux parviennent à se hisser à l'échelon national. Ainsi, « political careers do not proceed chaotically. There are patterns of movement from office to office » (Schlesinger 1966, 118).

Les modèles de carrière reflètent donc l'évaluation et l'anticipation des candidats politiques dans une structure d'opportunité donnée. Selon la théorie des trois « As » de Borchert (2011), cette évaluation de l'environnement institutionnel est opérée sur trois dimensions : *Availability*, *Accessibility* et *Attractiveness*. Les trajectoires politiques sont tout d'abord fonction de la « disponibilité » des mandats et liés aux règles internes des partis et/ou des quotas légaux (par exemple, les quotas de genre). L'« accès » aux sièges convoités est déterminé par les barrières de sélection au sein de son parti mais également influencé par le rapport de force électoral entre les partis politiques. Enfin, l'« attrait » du mandat influence la dimension « bénéfique » suivant le degré de professionnalisation du mandat, généralement apprécié en fonction du salaire, de la stabilité et de la marge d'influence du mandat.

Jusqu'au tournant du 21^{ème} siècle, le modèle de la progression ascendante sur l'échelle politique fut appliqué à d'autres pays, quoiqu'il fut plus souvent présumé que démontré sur le plan empirique. Cela s'explique tout d'abord par le biais national de la plupart des recherches qui tendent à attribuer une prédominance normative au niveau national (voy. à ce sujet Borchert and Stolz 2011b, 109-10). Ensuite, de nombreuses études se focalisent sur un seul niveau de pouvoir, le national ou le subnational, empêchant une réelle analyse du modèle de l'échelle. Même dans les fédérations classiques comme l'Allemagne, l'Australie, le Canada ou les États-Unis (Gallagher and Marsh 1988; Rush 1994; Norris 1995, 1997; Best and Cotta 2000), une véritable analyse verticale entre les niveaux de pouvoirs est souvent à peine effleurée. En d'autres termes, « the state structure is taken for granted, together with the centrality of the federal level » et « the direct link between federal states and career studies [...] is missing » (Deschouwer 2001, 4 et 10).

Au cours de la dernière décennie, une nouvelle vague d'études a toutefois permis d'éclairer la nature des dynamiques territoriales dans les systèmes politiques fédéraux. Le processus de régionalisation et d'eupéanisation en Belgique, en Espagne et au Royaume-Uni a en effet profondément modifié la structure d'opportunité de ces démocraties, et par conséquent les trajectoires politiques. Au Canada, où le niveau provincial existe depuis le 19^{ème} siècle, c'est principalement le processus de professionnalisation des assemblées provinciales qui remet en cause le modèle classique de carrière (Moncrief 1994). Loin de constituer une arène réservée pour une politique « d'amateurs », ces institutions subnationales forment donc de véritables espaces politiques professionnels (Carter and Pasquier 2010). Bien que le « regionalism matters for professional careers » (Stolz 2011, 224), le régionalisme est une condition nécessaire mais non suffisante. Seule une analyse détaillée de la structure d'opportunité d'un système politique permet d'observer ses effets sur les trajectoires politiques.

Stolz (2003) fut parmi les premiers à intégrer véritablement les dynamiques territoriales dans l'étude des carrières politiques. Il a ainsi démontré que le modèle classique d'ascension vers les échellons supérieurs ne constitue pas la seule route vers le parlement. Sur base de l'amplitude et de la direction des mouvements inter-niveaux, soit centrifuges (national → régional), soit centripètes (régional → national), Stolz isole ainsi quatre modèles (figure 1). Le *classic springboard* est le modèle classique tandis que l'*inverse springboard* constitue son idéal-type contraire. Dans ces deux cas, il existe une division territoriale claire entre les niveaux de pouvoir où soit le niveau subnational, soit le niveau national proposent les mandats politiques les plus convoités. Ces modèles se distinguent par un ratio élevé de mouvements centripètes (*classic springboard*) et centrifuges (*inverse springboard*) et, simultanément, il existe un faible ratio centrifuge pour le premier modèle et un faible ratio centripète pour le second. En d'autres mots, les mouvements ne s'effectuent que dans un seul sens comme aux États-Unis où 49.6% d'anciens élus des *States Legislatures* siègent au Congrès, zénit de la carrière, à la suite des législatives en 2012¹.

¹ Toutes les données sont disponibles sur le *National Conference of the State Legislatures*, accédé en novembre 2012: <http://www.ncsl.org/legislatures-elections/state-federal/former-state-legislators-in-congress.aspx>

Figure 1 – Matrice des carrières politiques multi-niveaux

	Ratio centripète élevé	Ratio centripète faible
Ratio centrifuge faible	Classic springboard	Alternative Careers
Ratio centrifuge élevé	Integrated Careers	Inverse Springboard

Source: Stolz (2003, 2010)

Les carrières dites « alternatives » présentent également une division claire entre les niveaux de pouvoir mais à la différence que les niveaux régionaux et nationaux constituent tous deux des alternatives attractives. En conséquence, le trait principal de ce modèle est le faible ratio des mouvements inter-niveaux tant centripètes que centrifuges. Marginaux, ces mouvements constituent l'exception et non la règle. L'Écosse (Stolz 2010, 2011) ainsi que plusieurs Provinces canadiennes (Docherty 2011) sont de bons exemples de ce modèle. Enfin, les « carrières intégrées » forment l'unique modèle de trajectoire politique caractérisé par l'absence de frontière entre parlements. En fait, ce modèle se définit précisément par l'imbrication des niveaux de pouvoir et qui se traduit par un taux élevé de transferts aussi bien dans le sens 'national → régional' que dans le sens 'régional → national'. L'Espagne et la Belgique sont régulièrement cités dans la littérature comme de parfaites illustrations de ce modèle (Fiers 2001; Pilet, Fiers, and Steyvers 2007; Vanlangenakker, Maddens, and Put 2013, 2010). Si la conceptualisation de ces modèles a indiscutablement permis de mieux comprendre les dynamiques territoriales des trajectoires politiques, il n'en reste pas moins que l'unique attention portée aux mouvements inter-niveaux empêche d'offrir une image fine et complète de l'ensemble des carrières politiques.

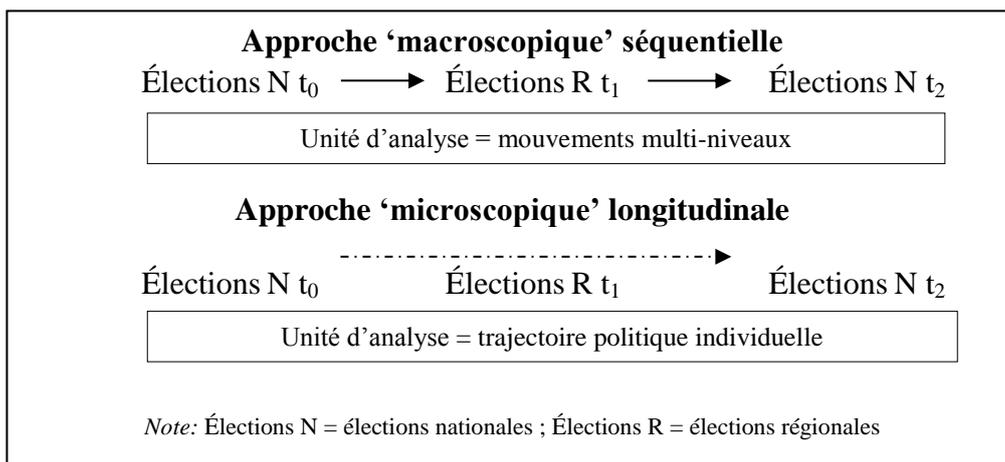
IDENTIFIER ET LABÉLISER LES MODÈLES DE CARRIÈRE DANS LES SYSTÈMES MULTI-NIVEAUX

Il est certes difficile de proposer un cadre conceptuel et analytique permettant d'appréhender la multitude des comportements politiques individuels sans en trahir leur complexité. Selon nous, l'utilisation presque exclusive des mouvements inter-niveaux comme unité d'analyse est toutefois susceptible de biaiser les résultats. Prenons l'exemple suivant pour illustrer ce possible écueil : imaginez une région 'A' dans un système multi-niveaux 'B' qui ne présente que quelques mouvements verticaux entre niveaux de pouvoir, tout juste 4 % des carrières sur les vingt dernières années. Selon la grille de Stolz, il s'agit alors d'une région caractérisée par un modèle alternatif. Imaginez maintenant que la situation socio-politique de ce pays

engendre un turnover élevé, disons 45% en moyenne, observé tant pour les élections régionales que les législatives nationales. Dans cet exemple imaginaire, peut-on réellement parler de carrières alternatives en l'absence de carrières régionales et nationales 'durables' dans le temps? Ce cas de figure n'est en fait pas si éloigné des situations observées en Écosse et au Québec.

Ces deux régions se distinguent en effet par un faible ratio de mouvements inter-niveaux (tant centripètes que centrifuges) entre Westminster et le Parlement écossais et entre le Parlement du Canada et l'Assemblée Nationale du Québec. Néanmoins, le Québec présente un turnover important – le Canada a le turnover le plus élevé observé dans les démocraties développées (Matland and Studlar 2004) – alors que le turnover se situe à un niveau moyen en Écosse. Cette situation questionne donc grandement la pertinence d'un même concept (le modèle de carrière alternative) alors que les mouvements horizontaux diffèrent très sensiblement dans ces deux régions. Une autre situation problématique intervient dans le cas de trajectoires politiques labélisées comme des carrières intégrées. Dans ce cas de figure, l'écueil est de surestimer l'importance des mouvements inter-niveaux par rapport à l'ensemble des carrières d'une région ou d'un pays. En ne se concentrant que sur les mouvements verticaux, le risque est que les carrières intégrées « masquent » d'autres modèles. En effet, un ratio de mouvements inter-niveaux élevé n'exclut pas la possibilité de carrières alternatives, une possibilité qui doit être empiriquement vérifiée. Méthodologiquement, pour éviter ces biais, les trajectoires individuelles doivent constituer l'unité d'analyse. Ensuite, chaque carrière doit être étudiée longitudinalement et non uniquement mesurer les mouvements entre deux élections. En définitive, l'approche 'macroscopique' séquentielle centrée sur les mouvements verticaux devrait laisser place à une approche 'microscopique' longitudinale (figure 2).

Figure 2 – cadre analytique des carrières politiques



Pour les quatre régions étudiées, notre approche permet en effet de compléter et d'affiner les résultats des études précédentes, voire dans plusieurs cas, à proposer une importante

réévaluation des modèles². Avant de présenter ces résultats, nous présentons brièvement les quatre cas d'étude ainsi que la méthode de collecte et d'analyse des données.

MÉTHODE ET DONNÉES

Cas d'étude sélectionnés

Ce papier se concentre principalement sur les aspects méthodologiques pour l'identification des modèles de carrières, il est néanmoins utile de revenir un instant sur les raisons justifiant la sélection de ces quatre démocraties. Le point commun qui réunit les quatre régions sélectionnées est leur structure d'opportunité multi-niveaux à quatre échelons (local – régional – national – européen)³. Mais ces systèmes politiques se distinguent les uns des autres par l'ancienneté de leur parlement régional, en fonction de leur système électoral, de leur système de partis et du clivage identitaire.

Premièrement, les niveaux subnationaux ont vu le jour à diverses périodes de l'histoire politique de ces pays affectant directement le développement du niveau subnational: alors que la création de l'Assemblée Nationale du Québec (ANQ) remonte à 1867 et le Parlement catalan à 1980, le Parlement écossais (1999) et le Parlement wallon (1^{ères} élections directes en 1995) ont encore une expérience parlementaire relativement nouvelle avec quatre législatures.

Ensuite, les systèmes électoraux diffèrent sensiblement entre ces pays et parfois au sein d'un même pays. Les 59 députés écossais siégeant à Westminster (72 sièges jusqu'en 2005) et les 129 MSPs du Parlement écossais sont ainsi élus sur base du célèbre First-Past-The-Post système (FPTP), mais une partie des députés régionaux écossais (56 sur 129 MSPs) est élue avec un scrutin proportionnel de liste fermé. Dans la tradition britannique, l'ensemble des 75 MPs québécois siégeant à Ottawa ainsi que les 125 MPs de l'ANQ sont également tous élus sur la base du FPTP système. En Wallonie, les 75 élus régionaux et la soixantaine de représentants fédéraux wallons (ce nombre n'étant pas fixe) sont quant à eux élus via un scrutin proportionnel de liste semi-ouvert⁴. Enfin, en Catalogne, les 135 députés régionaux ainsi que les 67 représentants catalans qui siègent à Madrid dans *Las Cortes Generales* (47 dans le *Congreso de los Diputados* et 20 sénateurs)⁵ sont élus sur la base d'un système proportionnel de liste fermé.

Un troisième élément de distinction majeure concerne le système de partis. L'Écosse, la Catalogne et le Québec présentent des systèmes de partis où les partis ethno-régionalistes

² La dimension longitudinale de notre approche explique également pourquoi une telle analyse n'était que partiellement possible auparavant en raison du nombre limité des législatures régionales dans les États nouvellement régionalisés. En effet, une masse d'information critique minimale est nécessaire pour identifier des modèles traduisant des comportements politiques qui s'inscrivent dans la durée et non limités à quelques conjonctures politiques.

³ Sauf bien évidemment le Québec qui ne présente pas de niveau supranational.

⁴ Il y a 48 sièges en jeu dans les circonscriptions wallonnes de la Chambre des Représentants. Pour le Sénat, la dévolution des sièges est plus complexe et il est impossible de définir *a priori* le nombre de strapontins qui seront occupés par des candidats wallons. En effet, il y a 15 sénateurs francophones élus directement et 4 sénateurs francophones « cooptés », parmi ces sénateurs francophones certains sont Bruxellois et d'autres Wallons. En fonction de la confection des listes par les partis politiques aux élections sénatoriales et des choix des électeurs, il y a donc plus ou moins d'élus wallons au niveau fédéral. La même logique s'applique pour les élections européennes utilisant presque identiquement les circonscriptions sénatoriales (Dodeigne and Binard 2012).

⁵ Depuis 2008, il y a 8 sénateurs de communauté et 12 sénateurs élus directs.

dominant sur le plan régional⁶. À l'inverse, les partis nationaux conservateurs⁷ ont des difficultés structurelles à réaliser des scores électoraux comparables à leurs moyenne nationale (Carty, Cross, and Young 2000). Dans ces circonstances, il est sans doute plus exact de parler de partis « quasi-nationaux » (De Winter 1994). Par ailleurs, le Québec et la Wallonie ont chacun une caractéristique singulière. Au Québec, il y a une véritable frontière entre les partis qui se présentent au scrutin provincial et au scrutin fédéral (Pelletier 2009), où ce sont d'ailleurs deux partis ethno-régionalistes formellement distincts qui se présentent à Ottawa (Bloc québécois) et au Québec (Parti québécois). À l'inverse, la singularité du système de parti wallon est la présence unique de partis régionaux qui se présentent aux deux niveaux de pouvoirs : il n'y a plus de partis nationaux depuis les années 1960 et 1970 tandis que le dernier parti régionaliste – le *Rassemblement wallon* – ne dispose plus de représentation parlementaire depuis 1981 (Van Haute and Pilet 2006; Deschouwer 2009).

Enfin, afin de démontrer la plus-value d'une approche longitudinale, il est nécessaire de réunir des régions aux modèles de carrière *a priori* distincts. Il s'agit en quelque sorte pour les régions aux carrières labélisées comme « intégrées » (Catalogne et Wallonie) de tester la robustesse du modèle ainsi que de vérifier la présence/absence d'autres modèles. En ce qui concerne les régions présentées comme des modèles « alternatif » (Québec et Écosse), l'objectif est de tester la robustesse de ce modèle par rapport à la présence de carrières discrètes.

Collecte et analyse des données

La base de données est composée de l'ensemble des représentants écossais, catalans, québécois et wallons⁸ qui ont siégé dans le parlement subnational, national et européen depuis l'instauration du parlement subnational. Pour la clarté du lecteur et vu le caractère spécifique des trajectoires européennes (notamment leur nombre limité), les résultats de ces dernières ne sont pas présentés *in extenso*. Toutefois, les données liées au niveau européen sont scrupuleusement prises en compte pour l'ensemble des analyses. À titre d'exemple, si un représentant effectue une partie de sa carrière aux niveaux européen et régional, alors un mouvement inter-niveaux est comptabilisé ce qui exclut une classification comme carrière alternative régionale.

Au total, ce sont 2.450 trajectoires individuelles que compte la base de données (n=1.044 en Catalogne, n=368 en Écosse, n=619 au Québec et n=419 en Wallonie). Pour chacune de ces trajectoires, six variables liées aux dynamiques territoriales sont codées : le nombre de mandats législatifs et le nombre de mandats exécutifs pour les niveaux subnationaux, nationaux et européens. Trois variables socio-politiques sont également codées afin de contrôler la validité interne des modèles en fonction de l'affiliation partisane, du genre, et de l'origine territoriale (mesurée en fonction des circonscriptions électorales). La période d'analyse couvre l'ensemble des législatures depuis la création des parlements subnationaux, excepté pour le Québec où la période est actuellement limitée à 1993-2012. Le point de départ est donc la dernière élection nationale qui précède les premières élections

⁶ Respectivement, le *Scottish National Party*, l'alliance *Convergència i Unió* et le *Esquerra Republicana de Catalunya*, et le Bloc Québécois et le Parti Québécois.

⁷ Respectivement, *The Scottish Conservative Party*, *The Conservative Party of Canada* et le *Partido Popular*.

⁸ Pour la comparaison avec d'autres études similaires, notons que nous utilisons strictement les carrières wallonnes et non les carrières francophones.

régionales directes (pour la Catalogne, les membres de l'assemblée constituante de 1977-1979 sont également intégrés). Entre ce point de départ et jusqu'en mars 2013, les trajectoires sont enregistrées dans les différents modèles selon la méthode suivante :

- Pour les élections nationales, nous considérons la possibilité de carrières alternatives nationales. Il s'agit ici d'identifier les représentants ayant poursuivi une carrière exclusivement nationale, sans aucun mouvement inter-niveaux depuis ou vers les niveaux régionaux et européens. Une carrière est considérée comme nationale si au moins deux mandats sont entièrement complétés ou si le représentant est élu à plus de deux reprises (le nombre d'élections et la durée effective sont ainsi contrôlés). À titre d'exemple, un représentant ayant été élu à deux reprises au seul niveau national, mais pour une durée de 1,2 mandat (et non 2 mandat complet) n'est pas considéré comme ayant une carrière alternative nationale mais une carrière « discrète ». Cette dimension est cruciale car loin de constituer une exception, de nombreuses carrières catalanes, wallonnes et québécoises sont en fait très courtes.
- Pour les élections régionales, selon la même règle des deux mandats entièrement accomplis ou de plus de deux élections remportées, nous enregistrons les carrières exclusivement régionales⁹. Par ailleurs, et cette remarque s'applique également pour le niveau national, il existe une différence notable entre d'une part, les assemblées de tradition « britannique » (Canada et Royaume-Uni) où les membres du gouvernement sont issus du Parlement et, d'autre part, les parlements de tradition « continentale » où les membres du gouvernement ne sont pas – systématiquement – issus de l'assemblée. En Belgique, depuis 1995 il s'agit même d'une incompatibilité légale (Bouhon, Reuchamps, and Dodeigne 2012) alors qu'en Espagne les gouvernements sont largement composés de « techniciens » non élus (Rodríguez-Teruel 2011). Dès lors, dans le cas de la Catalogne et de la Wallonie, nous répertorions également les mandats dans les gouvernements régionaux et nationaux pour le calcul de carrières alternatives.
- Sur l'ensemble des législatures régionales et nationales, les mouvements inter-niveaux sont comptabilisés et définis comme « the resignation of one office to take up a mandate at the other level » (Vanlangenakker, Maddens, and Put 2013). Étant donné que le calendrier électoral des niveaux régionaux, nationaux et européens ne sont que rarement symétriques – cette éventualité étant parfois même légalement proscrite (voy. Fabre 2010) – les possibilités théoriques de mouvements sont nombreuses.
- Enfin, nous isolons les carrières « en cours » qui ont débuté lors des dernières élections nationales et régionales et actuellement inclassables car il est impossible de prédire si ces élus effectueront un mouvement inter-niveaux ou tout simplement poursuivront une carrière après ce premier mandat.

⁹ À ce stade, nous codons les sénateurs de communauté comme élu régionaux (élu directement en cette qualité). Toutefois, plusieurs éléments de nos interviews réalisées nous laissent à penser que certains députés régionaux désireux de siéger au niveau national utiliseraient ainsi la rampe régionale comme voie indirecte vers le national (pour lequel l'horizon semblait a priori « bouché »). Cela semble néanmoins constituer un phénomène marginal.

RÉSULTATS

Avant de présenter l'ensemble des résultats, il convient tout d'abord de rappeler la spécificité des premières élections régionales dans les États nouvellement régionalisés (ce qui exclut pour l'instant le cas québécois). En effet, ces premières élections sont caractérisées par une forte présence d'anciens parlementaires nationaux. Pour mesurer cette présence, il faut distinguer deux perspectives de mouvements : la perspective « institution-oriented import » qui mesure le pourcentage de parlementaires nationaux dans la première législature régionale et la perspective « actor-oriented export » qui calcule le pourcentage de parlementaires qui quittent le parlement national pour occuper un siège dans l'institution régionale (Stolz 2011, 229).

Mouvements lors des premières élections régionales

Du point de vue « institution », c'est le Parlement wallon qui affiche le plus haut pourcentage d'anciens élus nationaux avec 72,0% d'entre eux occupant les 75 sièges à Namur. La Catalogne et l'Écosse, avec respectivement 12,6% et 18,6%, semblent indiquer que le cas wallon constitue une région atypique (tableau 1). Un exceptionnalisme wallon qui se confirme du point de vue « acteur »: 44,6% des élus wallons siégeant à la Chambre et au Sénat entre 1992 et 1995 se sont dirigés vers le Parlement wallon alors qu'ils n'étaient que 24,6% en Catalogne et 20,6% en Écosse.

Tableau 1 – Mouvements 'national → régional' lors de la première législature régionale

	Catalogne 1980		Wallonie 1995		Écosse 1999	
	n	%	n	%	n	%
<i>Import Perspective</i>						
MPs régionaux avec une expérience nationale antérieure	17	12.6	54	72.0	24	18.6
<i>Export Perspective</i>						
MPs quittant le parlement national pour l'assemblée régionale	11	24.6	50	44.6	15	20.8

Source: Calculs propres de l'auteur.

Les fortes variations observées entre la Wallonie et les deux autres régions sont fortement déterminées par la structure d'opportunité et, plus particulièrement, par la disponibilité des sièges. En effet, il y avait 72 sièges écossais à Westminster en 1999 et 129 au Parlement écossais, soit un ratio d'environ 1 pour 2. Similairement, en Catalogne, il n'y avait que 47 sièges catalans à la Chambre des Députés et 12 sièges de sénateurs élus directs pour 135 sièges régionaux disponibles, soit un ratio similaire de 1 pour 2. En d'autres mots, même si tous les élus écossais et catalans du parlement national avaient effectué le transfert vers le niveau régional, ceux-ci n'auraient formé au maximum qu'une petite majorité de l'assemblée régionale lors de la première législature. À l'inverse, il y avait 112 sièges nationaux occupés par des élus wallons – 69 députés and 43 sénateurs, incluant les anciens sénateurs provinciaux (5) et les sénateurs cooptés (4) – pour 75 sièges régionaux en 1995. Le ratio est ainsi complètement inversé avec un rapport national/régional de 3 pour 2. Par ailleurs, lors de la réforme de l'État de 1993 instaurant les élections régionales directes, il fut également décidé

de réduire d'environ 50% les effectifs nationaux. La conséquence directe fut la présence d'une cohorte politique nationale représentant environ le double des sièges régionaux alors que les possibilités de carrières nationales furent au même moment réduites de moitié. Ceci explique donc en grande partie la spécificité wallonne observée pour les premières élections régionales directes de 1995.

Mouvements inter et intra-niveaux sur l'ensemble des législatures

Dans un second temps, nous identifions les mouvements pour l'ensemble des législatures aussi bien verticaux (mouvements inter-niveaux) qu'horizontaux (intra-niveaux avec des carrières exclusivement nationales ou régionales). Tout d'abord, force est de constater que les mouvements inter-niveaux des premières élections régionales écossaises constituent bel et bien une « exception ». Au contraire, les mouvements inter-niveaux restent très nombreux en Catalogne et Wallonie tout au long de la période analysée, quoique dans une moindre mesure.

Entre 1999 et 2013, seuls 11 mouvements sont identifiés en Écosse avec une symétrie presque parfaite : 6 dans le sens 'national → régional' et 5 dans le sens 'régional → national'. Parmi ces 11 trajectoires multi-niveaux, notons que seul Alex Salmond du *Scottish National Party* est responsable de plus d'un mouvement : en 2001, alors député régional, il opte pour Westminster pour finalement revenir siéger au Parlement écossais en 2007 et devenir *First Minister* suite aux élections régionales de 2011. Mis en perspective par rapport à l'ensemble des 368 trajectoires politiques écossaises, il est indéniable que ces trajectoires (n=10, vu le doublon d'Alex Salmond) sont anecdotiques en termes de magnitude, équivalent à tout juste 2,7% de l'ensemble carrières politiques. C'est une situation relativement similaire au Québec, où seuls 21 mouvements sont à répertorier, avec toutefois des transferts plus importants du niveau provincial vers le fédéral (14) que de Québec vers Ottawa (7). Ces transferts inter-niveaux, causés par autant d'individus distincts, représentent 3,4% de l'ensemble des 613 carrières québécoises analysées.

Ce caractère marginal des mouvements verticaux suffit-il à labéliser l'Écosse et le Québec comme des régions aux modèles de carrière intégrée ? L'analyse longitudinale y répond positivement pour l'Écosse mais questionne sérieusement le cas du Québec. En effet, nous observons qu'en Écosse (tableau 2), une fois entré au parlement, la carrière parlementaire des élus est, d'une certaine manière, acquise : « le plus dur a été fait ». Ainsi, 83 députés écossais (22,6%) poursuivent une carrière nationale d'au moins deux mandats dont la durée est en moyenne de 17,4 années et 140 députés ont une carrière exclusivement régionale (38,0%) d'une durée moyenne de 10,1 années¹⁰. Seuls 54 représentants (tant régionaux que nationaux) ont siégé pour une durée de moins de deux mandats avec une durée moyenne de 3,7 années. Vu cette durée limitée dans l'assemblée, ces 54 trajectoires forment le modèle des carrières « discrètes » et, bien que non marginales en nombre absolu, elles restent minoritaires (14,7% de l'ensemble des carrières écossaises). Une première conclusion est donc que l'Écosse présente un modèle de carrière alternatif « fort », renforcé par son faible taux de carrières discrètes.

¹⁰ L'asymétrie du modèle alternatif, avec un nombre de carrières régionales deux fois plus importants que les carrières nationales, est à mettre en perspective avec la différence de sièges disponibles entre Holyrood et Westminster.

Une situation qui tranche avec les trajectoires québécoises puisque les 168 carrières « discrètes » d'une durée moyenne 3,1 années constituent la seconde cohorte la plus importante (27,2%). S'il y a certes un modèle alternatif relativement solide avec 178 carrières exclusivement provinciales (12 années d'expérience en moyenne) et 116 carrières exclusivement nationales (10,8 années en moyenne), il est loin d'être aussi marqué qu'en Écosse vu le pourcentage élevé de carrières parlementaires discrètes.

Tableau 2 – Modèles des carrières en Écosse et au Québec

Modèles de carrières	Écosse		Québec	
	n	%	n	%
Carrières intégrées	10	2.7	21	3.4
Carrières nationales	83	22.6	116	18.8
Carrières régionales	140	38.0	178	28.8
Carrières discrètes	54	14.7	168	27.2
Courantes/autres	81	22.0	135	21.8
Total	368		618	

Source: Calculs propres de l'auteur. *Note :* Pourcentages par colonne
- le total représente le nombre absolu de carrières.

La Catalogne et Wallonie sont quant à elles caractérisées par un nombre élevé de mouvements inter-niveaux avec 78 mouvements verticaux en Wallonie (47 national → régional ; 31 régional → national) et 119 mouvements en Catalogne¹¹. Bien que les chiffres absolus doivent être mis en perspective par rapport au nombre de législatures et de sièges disponibles, cette première image tranche fortement avec les deux cas précédemment analysés. Vu de la magnitude et de la direction (partiellement) symétrique de tels mouvements¹², il n'est *a priori* guère surprenant que les carrières catalanes et wallonnes soient considérées comme intégrées. Lorsqu'on s'intéresse aux individus qui causent les mouvements inter-niveaux, cette conclusion s'effrite néanmoins puisque seuls 51 politiciens ont causé ces 78 mouvements wallons. Et plus précisément, seuls 18 individus sont responsables pour presque deux-tiers (59,1 %) de ces transferts entre niveaux de pouvoir. Comme l'illustre parfaitement le tableau 3, le modèle intégré se lézarde une seconde fois puisque, parallèlement aux trajectoires inter-niveaux, il existe également un solide modèle alternatif dans ces deux régions. En Wallonie, la proportion de carrières alternatives est même légèrement plus importante que le modèle de carrière intégrée. Il y a respectivement 12,2% et 15,9% de carrières exclusivement régionales et nationales (moyenne de 12 et 13,4 années d'expérience parlementaire et/ou gouvernementale). C'est toutefois le modèle des carrières discrètes qui forme le groupe le plus important avec 26,8% des carrières wallonnes.

¹¹ Les détails de certaines données toujours en cours d'analyse peuvent varier de quelques unités, sans affecter toutefois la tendance générale marquée par un nombre très important de mouvements inter-niveaux

¹² Dans les deux cas, il faut toutefois observer un taux de transferts national → régional systématiquement plus important.

Tableau 3 – Modèles des carrières en Écosse, Québec, Catalogne et Wallonie

Modèles de carrières	Écosse		Québec		Catalogne		Wallonie	
	n	%	n	%	n	%	n	%
Carrières intégrées	10	2.7	21	3.4	119	11.4	50	13.4
Carrières nationales	83	22.6	116	18.8	95	9.1	65	15.9
Carrières régionales	140	38.0	178	28.8	240	23.0	50	12.2
Carrières discrètes	54	14.7	168	27.2	482	46.2	110	26.8
Courantes/autres	81	22.0	135	21.8	108	10.3	119	33.9
Total	368		618		1044		419	

Source: Calculs propres de l’auteur. *Note :* Pourcentages par colonne - le total représente le nombre absolu de carrières.

La Wallonie présente donc une répartition relativement équilibrée entre les modèles, quoique dominée par les carrières discrètes. En Catalogne, l’élément marquant est également le très large pourcentage de carrières discrètes qui représentent à elles seules presque la moitié des trajectoires politiques (46,2%)¹³. Un second élément marquant est la faible proportion de carrières alternatives nationales (seulement 9,1%, soit le plus petit pourcentage observé pour les quatre régions) alors que le nombre de carrières exclusivement régionales est quant à lui de 23%. Finalement, si nous nous basons sur la fréquence des modèles, en Wallonie et Catalogne, force est de constater que le modèle de carrière intégrée reflète des comportements politiques plus minoritaires que majoritaires.

Validité interne des résultats

Comme le rappellent Borchert et Stolz (Borchert and Stolz 2011a) dans leur conclusions comparatives d’un volume spécial consacré aux carrières politiques, une fois le modèle identifié, il faut néanmoins s’assurer de son « homogénéité interne » :

Clearly, in order to really speak of a dominant pattern, within-case variance (between different groups of politicians) should not exceed across-case variance (between politicians in different political systems). A brief glance at our six cases again suggests that, while there is variance within all of our cases, the patterns that have been detected exhibit relatively high levels of general validity (Borchert and Stolz 2011a, 276).

La validation interne est tout particulièrement nécessaire dans les démocraties européennes caractérisées par l’omniprésence des partis – véritables *gatekeepers* – dont le pouvoir d’influence dans les choix de carrière est prédominant (Vanlangenakker, Maddens, and Put 2013, 365). Rappelons à nouveau que la plupart des études s’intéresse toutefois principalement aux mouvements verticaux pour conclure à la validité interne des modèles: sont-ils dus à certains partis politiques – ethno-régionalistes ou nationaux par exemple – ou ces mouvements sont-ils le produit d’une pratique partagée par toutes les formations politiques ? En nous concentrant sur l’ensemble des modèles identifiés, nous réalisons cette analyse interne selon l’affiliation partisane mais également en fonction du genre et de l’origine territoriale. Le genre peut en effet constituer une variable discriminante, spécialement pour les carrières discrètes, étant donné que les femmes tendent à conserver leur

¹³ Une caractéristique qui n’est d’ailleurs pas unique à cette région espagnole (voy. Montero 2007).

mandat pour une période moins longue (voy. Lawless and Theriault 2005; Folke and Rickne 2012). Il est également possible que l'origine territoriale, mesurée en fonction des circonscriptions électorales, puissent influencer les trajectoires (en raison de la taille des circonscriptions mais également vis-à-vis de son éloignement du 'centre' politique).

Pour le Québec et l'Écosse où les carrières intégrées sont quasi-anecdotiques, et par conséquent inappropriées pour une analyse statistique, nous nous concentrons sur les autres modèles identifiés. Notons également que l'analyse de la dimension territoriale n'est pas encore possible, à ce stade de l'encodage, pour les carrières écossaises et québécoises en raison des dissimilitudes du tracé des circonscriptions subnationales et nationales. Une unité territoriale commune doit donc encore être établie. Enfin, pour des raisons évidentes de pertinence analytique, seuls les modèles identifiés sont inclus, ce qui exclut *de facto* les carrières « courantes/autres ». Concrètement, une régression logistique est calculée avec le modèle de carrière comme variable dépendante et le parti, le genre et l'origine territoriale comme variables indépendantes.

▪ Wallonie

Notons d'emblée qu'il n'y a que les modèles de carrière wallons qui rencontrent les critères d'homogénéité interne sur les trois dimensions (tableau 4 ; résultats des tests statistiques complets en annexes). Une exception existe toutefois pour les carrières des écologistes (Ecolo) et de l'extrême-droite (FN) qui présentent une sur-proportion de carrières discrètes : respectivement 71,1% et 90% de l'ensemble des carrières chez ces partis. Ceci est expliqué d'une part, par les résultats électoraux en « dents de scie » de ces deux formations – où certaines percées électorales sont suivies de défaites (Buelens and Deschouwer 2002; Delwit and Pilet 2005; Voy. Jamin 2012) ; et d'autre part, par les règles internes du parti Ecolo qui interdisent l'accumulation des mandats, sauf dérogation (Bouhon, Reuchamps, and Dodeigne 2012). Lorsque ces deux partis sont contrôlés (ils concernent moins d'1/5 de l'échantillon), il n'existe aucun lien statistique entre les partis et les modèles de carrière ($p=0.79$). Tout comme le genre et l'origine territoriale n'ont pas non plus d'impact statistiquement significatif ($p=0.63$ et $p=0.19$), même lorsque Ecolo et le FN sont contrôlés ($p=0.73$ et $p=0.17$).

Tableau 4 – Modèles de carrière en Wallonie (en %) et homogénéité interne

Partis politiques	Carrières intégrées	Carrières nationales	Carrières régionales	Carrières discrètes	Total
cdH	23.2	23.2	19.6	33.9	56
Ecolo	8.9	11.1	8.9	71.1	45
MR	18.2	27.3	19.5	35.1	77
PS	26.1	28.3	20.7	25.0	92
FN	0.0	0.0	10.0	90.0	10
Total	55	65	50	110	280

Source: Calculs propres de l'auteur. *Note :* Pourcentages par ligne - les totaux représentent le nombre absolu de carrières.

▪ Écosse

En Écosse, il apparaît au contraire que les partis politiques ainsi que le genre ont une influence statistiquement significative sur les différents modèles. Avec ou sans l'inclusion des

petits partis politiques écossais présents lors des premières législatures régionales, ces deux variables sont significatives à au moins $p < 0.05$ (Tableau 5a et résultats statistiques complets en annexes). À la lecture du tableau 5a, on observe plus précisément deux tendances claires et distinctes : d'un part, les trajectoires du SNP et des Tories caractérisées par un ratio très élevé de carrières régionales (environ les deux 2/3 pour ces partis) auquel est associé simultanément un pourcentage quasi-nul de carrières nationales (aucune dans le cas des Tories). Le taux de carrières discrètes est quant à lui d'environ 1/4 (entre 21% et 27%). D'autre part, on retrouve les trajectoires des représentants du *Labour* et du *LibDem* écossais qui se répartissent de manière relativement équilibrée entre les carrières nationales et régionales (aux alentours de 40%) alors que le taux de carrières discrètes est de 10%.

Tableau 5a – Modèles de carrière en Écosse (en %) et homogénéité interne

Partis politiques	Carrières intégrées	Carrières nationales	Carrières régionales	Carrières discrètes	Total
SNP	6.0	7.5	65.7	20.9	67
Labour	2.9	46.0	40.9	10.2	137
LibDem	2.5	37.5	50.0	10.0	40
The Conservatives	6.9	0.0	65.5	27.6	29
Autres	0	0	36.36	63.64	22
Total	11	83	147	54	295

Source: Calculs propres de l'auteur. *Note* : Le modèle de carrières intégrées est donné à titre indicatif mais non inclus dans les calculs vu son N marginal pour une analyse statistique. Pourcentages par ligne - les totaux représentent le chiffre absolu de carrières.

À premièrement vue, il peut sembler contre-intuitif de trouver les carrières des Tories écossais largement régionales alors que le parti est le plus opposé à la Dévolution et le plus grand défenseur de l'Union. C'est en fait le nombre plus important de sièges régionaux écossais (129 à Holyrood contre 59 à Westminster depuis 2005) ainsi qu'un système électoral régional qui leur est plus favorable (le système mixte pour les élections régionales contre le système FPTP pour les élections nationales) qui expliquent cette sur-proportion chez les Tories.

Nous avons calculé deux régressions logistiques avec le modèle régional et le modèle national comme variables dépendantes tandis que l'affiliation partisane et le genre constituent les variables indépendantes. En nous basant sur ce double schéma écossais, nous avons également créé une variable *dummy* où sont regroupées d'un côté, les carrières SNP et des Conservateurs (=1), et de l'autre côté, les parlementaires *LibDem* et *Labour* (=0). Pour les carrières nationales où il n'existe aucun Tory, seul le parti SNP est considéré *versus* les carrières du *Labour* et du *LibDem*. Ainsi, les résultats présentés dans le tableau 5b indiquent que, loin de présenter une homogénéité interne, la classe politique est fortement clivée entre les niveaux régionaux et nationaux. *Ceteris paribus*, la probabilité de trouver un modèle alternatif régional est environ deux fois plus importante pour les carrières des Tories et du SNP, par rapport aux carrières du *Labour* et du *LibDem*. À Westminster, cette probabilité est complètement inversée avec, en moyenne, une probabilité de -87% de trouver des trajectoires SNP nationales par rapport aux autres partis (il n'y pas de modèle national pour les Conservateurs). Les représentants écossais du niveau national sont également beaucoup plus

masculin : la probabilité pour les hommes est 2,3 plus importante alors qu'elle est de -50% au Parlement écossais.

Tableau 5b – Effets de l’affiliation partisane et du genre sur la probabilité de mener une carrière alternative régionale et nationale en Écosse

	Modèle alternatif national			Modèle alternatif régional		
	β	e^β	c.i. (95%)	β	e^β	c.i. (95%)
SNP (et Tories)	-2.04 *** (0.49)	0.13	[0.05 ; 0.34]	0.74 * (0.42)	2.102	[0.93 ; 4.75]
Genre (H=1)	0.83 ** (0.34)	2.29	[1.17 ; 4.48]	-0.78 *** (0.28)	0.457	[0.26 ; 0.80]
Constante	-1.13 *** (0.31)	-	-	0.54 * (0.25)	-	-
Critères	df	values		df	values	
Likelihood ratio	2	32.79 ***		2	10.65 ***	
Score	2	27.56 ***		2	10.45 ***	
Wald	2	22.51 ***		2	10.11 ***	
N		273			273	

Source : Calculs propres de l’auteur. Note: Estimations des paramètres (β), écarts-type des paramètres entre parenthèses, odds ratio (e^β) et son intervalle de confiance de 95% (c.i.). * $p \leq 0.10$, ** $p \leq 0.05$, *** $p \leq 0.01$.

Bien sûr, en chiffres absolus, le *Labour* (et le *LibDem* dans une moindre mesure) présente un nombre élevé de carrières régionales et une représentation féminine non négligeable. Toutefois, labéliser l’Écosse comme un modèle de carrière alternative semble cacher une réalité plus complexe: s’il y a bien un modèle alternatif, ce sont « plusieurs Écosses » que nous retrouvons derrière. Nous constatons en effet que les dynamiques sous-jacentes engendrent une image relativement dichotomique avec la formation d’une classe politique écossaise « nationale » à tendance *Labour* et masculine et une classe politique « régionale » plutôt SNP et plus féminine.

▪ Catalogne

En ce qui concerne cette différenciation des classes politiques régionales et nationales, la situation en Catalogne est très proche des conclusions de l’Écosse. En effet, l’affiliation partisane est une variable explicative majeure des différents modèles de carrière (tableau 6a et résultats statistiques complet en annexes) et où nous retrouvons le même schéma bicéphale entre les partis. Tout d’abord, le *Partido Polular* (opposé à davantage d’autonomie régionale et qui souffre d’un déficit structurel électoral en Catalogne par rapport à sa moyenne nationale) expose presque le double de carrières régionales par rapport à son pourcentage de carrières nationales. Une situation particulièrement proche des Tories en Écosse. De même que leurs homologues écossais, les représentants catalans socialistes ont quant à eux une répartition plus équilibrée entre les différents modèles de carrière (en tenant compte de la singularité catalane au pourcentage très élevé de carrières discrètes).

Et, identiquement au *Scottish National Party*, les partis ethno-régionalistes de la CiU (réunissant la *Convergència Democràtica de Catalunya* et l’*Unió Democràtica de Catalunya*) et la ERC (*Esquerra Republicana de Catalunya*) se démarquent par un fort ratio de carrières alternatives régionales au détriment des carrières nationales. Enfin, notons que si l’origine

territoriale n'a aucun impact statistique¹⁴, le genre est statistiquement discriminant entre les modèles. Cette différence ne s'explique néanmoins que par la faible proportion de femmes dans le modèle intégré (11%) alors qu'elles sont présentes en proportion remarquablement constante dans les trois autres modèles (entre 24,2% et 25%).

Tableau 6a – Modèles de carrière en Catalogne (en %) et homogénéité interne

Partis politiques	Carrières intégrées	Carrières nationales	Carrières régionales	Carrières discrètes	Total
CiU	12.94	7.35	32.65	47.06	340
ERC	6.98	4.65	33.72	54.65	86
PSC- PSOE	13.90	17.63	21.69	46.78	295
PP	13.19	9.89	15.38	61.54	91
ICV	14.81	0.00	37.04	48.15	27
CCD-UCD	9.68	3.23	0.00	87.10	31
Autres	13.64	6.06	18.18	62.12	66
Total	119	95	240	482	936

Source: Calculs propres de l'auteur. Note : Pourcentages par ligne - les totaux représentent le nombre absolu de carrières.

Vu la répartition des modèles au sein des partis politiques catalans, et pour éviter l'instabilité dans le calcul des paramètres en raison de quasi-colinéarités entre les partis¹⁵, nous retenons comme variable indépendante le PSC- PSOE *versus* les autres partis (les socialistes catalans étant les seuls à développer une carrière nationale significative tout en développant des carrières régionales plus faibles). La variable indépendante pour l'affiliation partisane est donc opérationnalisée comme une variable *dummy* (PSC- PSOE =1 ; autres =0).

Tableau 6b – Effets de l'affiliation partisane et du genre sur la probabilité de mener une carrière alternative régionale et nationale en Catalogne

	Modèle alternatif national			Modèle alternatif régional		
	β	e^β	c.i. (95%)	β	e^β	c.i. (95%)
PSC- PSOE	1.09 *** (0.49)	2.98	[1.94 ; 4.58]	-0.32 * (0.17)	0.73	[0.53 ; 1.02]
Constante	-2.63 *** (0.16)	-	-	-0.97 *** (0.09)	-	-
Critères	df	values		df	values	
Likelihood ratio	1	24.52	***	1	3.59	*
Score	1	26.41	***	1	3.52	*
Wald	1	24.64	***	1	3.50	*
N		936			936	

Source : Calculs propres de l'auteur. Note: Estimations des paramètres (β), écarts-type des paramètres entre parenthèses, odds ratio (e^β) et son intervalle de confiance de 95% (c.i.). * $p \leq 0.10$, ** $p \leq 0.05$, *** $p \leq 0.01$.

¹⁴ Le fait d'être élu dans la grande circonscription de Barcelone ou dans l'une des trois petites circonscriptions 'périphérique' de Tarragone, Gironne et Lérida n'est pas statistiquement lié aux modèles de carrières.

¹⁵ La CiU, la ERC, le PP et l'ICV ont tous des pourcentages très similaires pour les quatre modèles de carrière.

Les résultats du tableau 6b sont tout à fait comparables au cas écossais où les trajectoires du PSC- PSOE ont en moyenne trois fois plus de chance d'être présent dans la catégorie du modèle alternatif national (l'intervalle de confiance de 95% prévoyant un odds ratio minimal de presque 2) et -27% de probabilité de se situer dans la catégorie des carrières régionales, par rapport aux partis.

▪ Québec

Analyser l'impact statistique des partis sur les modèles de carrière au Québec est quasi tautologique : puisque ce ne sont pas les mêmes partis qui se présentent aux élections provinciales et nationales, les trajectoires dépendent directement des partis. Par exemple, en ce qui concerne les formations ethno-régionalistes, c'est le Bloc Québécois qui va ainsi être la « voie » vers la carrière nationale – à l'exclusion de toute carrière régionale – alors que c'est le Parti Québécois qui « fournit » la cohorte des représentants nationalistes au niveau de l'Assemblée Nationale du Québec. Même dans le cas du Parti Libéral Québécois, le parti avec les liens les plus forts avec son homologue au niveau fédéral (le Parti Libéral), la comparaison entre les deux niveaux de pouvoir reste souvent délicate vu l'intégration relative entre les deux partis. Pour être convaincu de cette division territoriale du système des partis québécois, les carrières intégrées – au Québec mais plus largement au Canada (Docherty 2011) – sont d'ailleurs très souvent marquées par un changement de parti lors d'un mouvement inter-niveaux (« crossing the floor » selon l'expression canadienne). Notons néanmoins un élément d'importance, les modèles de carrière politique ne sont statistiquement pas liés au genre ($p=0.17$)

Tableau 7 – Modèles de carrière au Québec (en %) et homogénéité interne

Partis politiques	Carrières intégrées	Carrières nationales	Carrières régionales	Carrières discrètes	Total
PL/PLQ	3.9	19.7	45.5	30.9	178
PQ	4.1	-	68.6	27.3	121
ADQ/CAQ	-	-	17.0	83.0	47
QS	-	-	-	-	0
P.C.	14.3	71.4	-	14.3	14
NPD	100	-	-	-	1
BQ	5.4	62.5	-	32.1	112
Indep.	-	10.0	60.0	30.0	10
Total	21	116	178	168	483

Source: Calculs propres de l'auteur. Pourcentages par ligne par parti politique et les totaux représentent le chiffre absolu de carrières.

CONCLUSION

Dans cette contribution, nous nous sommes efforcés de démontrer l'importance d'une approche longitudinale pour l'étude des trajectoires politiques dans les systèmes multi-niveaux. Tout en s'insérant dans la continuité des recherches qui se sont concentrées sur les mouvements « verticaux », notre proposition s'est premièrement efforcée de démontrer l'importance de compléter ces travaux par une analyse « horizontale ». Les résultats de l'analyse approfondie de 2.450 carrières catalanes, écossaises, québécoises et wallonnes nous

laissent à penser que la plus-value d'une telle approche est réelle pour la compréhension des dynamiques territoriales des carrières politiques.

La Catalogne et la Wallonie, deux régions citées en exemple pour le modèle de carrière intégrée, sont certes caractérisées par un ratio élevé de mouvements inter-niveaux. Mais nous avons également démontré que le modèle alternatif et le modèle de carrière discrète sont en fait bien plus importants en termes de fréquence. Au Québec, c'est également l'importance de ces carrières discrètes qui met en perspective le caractère relatif des carrières alternatives. S'il n'existe certes presque aucun mouvement inter-niveaux dans cette province canadienne, cela n'engendre pas pour autant le développement automatique de carrières régionales et nationales vu le turnover élevé observé au Québec.

Secondement, une fois ces modèles identifiés, nous avons vérifié leur validité interne. Comme l'ont rappelé plusieurs auteurs, il faut que les modèles de carrière reflètent des comportements politiques partagés et non attribuables à un groupe d'individus en particulier. Pour cela, trois variables ont été contrôlées : l'affiliation partisane, le genre et l'origine territoriale (basée sur les circonscriptions). Parmi les résultats, c'est l'affiliation partisane – sans grand étonnement – qui s'avère particulièrement influente. La seule exception est le cas wallon où le parti n'a pas presque aucune influence. Pour la l'Écosse et la Catalogne, connaître le parti permet au contraire de prédire fortement le type de carrière. Un résultat qui questionne directement les labels de carrières attribués pour l'entièreté d'une région. Ces résultats invitent donc à des recherches complémentaires pour comprendre les dynamiques de carrière dans les systèmes multi-niveaux, notamment dans leur dimension identitaire. Jusqu'alors considérée comme une variable explicative secondaire, nos résultats poussent au contraire à considérer la dimension identitaire comme une variable explicative de première ordre dans les quatre régions analysées.

En effet, en se basant sur les résultats de magnitude et de direction des mouvements inter-niveaux, plusieurs auteurs suggèrent que « regionalism, in terms of the sense of regional identity and the strength of regionalist parties, appears to be a poor predictor of the career patterns » (Vanlangenakker, Maddens, and Put 2013, 365). Mais si l'on tient également compte des mouvements horizontaux, les partis ethno-régionalistes (SNP en Écosse ; CiU et ERC en Catalogne) ont systématiquement une probabilité plus élevée de poursuivre une carrière régionale. À l'inverse, les représentants du *Labour* et du PSC-PSOE sont systématiquement plus présents dans la catégorie des carrières nationales. Les cas du *Partido Popular* et des Tories, pourtant des formations politiques parmi les moins régionalistes, confirment à cet égard l'importance de l'analyse conjointe de la structure d'opportunité dans la dimension identitaire des carrières. Vu leur faiblesse électorale structurelle dans ces deux régions, et vu le faible nombre de sièges catalans dans le parlement national par rapport aux sièges disponibles dans le parlement régional, il est tout simplement plus aisé de poursuivre une carrière régionale qu'une carrière nationale pour les candidats du *Partido Popular* et des Tories. Dès lors, il n'est guère étonnant de constater que la Wallonie, où le régionalisme est le moins fort des quatre régions étudiées, présente une répartition équilibrée de chacun des modèles chez les trois partis traditionnels.

BIBLIOGRAPHIE

- Atkinson, Michael M., and David C. Docherty. 1992. "Moving Right along: The Roots of Amateurism in the Canadian House of Commons." *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique* no. 25 (2):295-318.
- Barrie, Doreen, and Roger Gibbins. 1989. "Parliamentary Careers in the Canadian Federal State." *Canadian Journal of Political Science / Revue canadienne de science politique* no. 22 (1):137-145.
- Best, Heinrich, and Maurizio Cotta. 2000. *Parliamentary representatives in Europe, 1848-2000 : legislative recruitment and careers in eleven European countries Comparative European politics* Oxford: Oxford University Press.
- Borchert, Jens. 2011. "Individual Ambition and Institutional Opportunity: A Conceptual Approach to Political Careers in Multi-level Systems." *Regional & Federal Studies* no. 21 (2):117-140.
- Borchert, Jens, and Klaus Stolz. 2011a. "Institutional Order and Career Patterns: Some Comparative Considerations." *Regional & Federal Studies* no. 21 (2):271 - 282.
- . 2011b. "Introduction: Political Careers in Multi-level Systems." *Regional & Federal Studies* no. 21 (2):107 - 115.
- Bouhon, Frédéric, Min Reuchamps, and Jérémy Dodeigne. 2012. "La confection des listes : règles juridiques et pratiques politiques." In *Les systèmes électoraux de la Belgique*, edited by Frédéric Bouhon and Min Reuchamps. Bruxelles: Bruylant.
- Buelens, J., and K. Deschouwer. 2002. "Belgium." *Environmental Politics* no. 11 (1):112-132.
- Canon, David T. 2011. "The Year of the Outsider: Political Amateurs in the U.S. Congress." *The Forum* no. 8 (4). doi: 10.2202/1540-8884.1412.
- Canon, David T., and David J. Sousa. 1992. "Party System Change and Political Career Structures in the U. S. Congress." *Legislative Studies Quarterly* no. 17 (3):347-363. doi: 10.2307/439734.
- Carter, Cairtriona, and Romain Pasquier. 2010. "Studying Regions as 'Spaces for Politics': Re-thinking Territory and Strategic Action." *Regional & Federal Studies* no. 20 (2):281-294.
- Carty, R. Kenneth, William Cross, and Lisa Young. 2000. "Canadian Party Politics in the New Century." *Journal of Canadian Studies* no. 35 (4):23.
- Carty, R. Kenneth, and Munroe Eagles. 2005. *Politics is Local: National Politics at the Grassroots*. Toronto: Oxford niversity Press.
- De Winter, Lieven. 1994. *Non-state wide parties in Europe*. Barcelona: Institut de Ciències Politiques i socials (ICPS).
- Delwit, P., and J. B. Pilet. 2005. "Regional and European election in Belgium: The Greens still at low tide." *Environmental Politics* no. 14 (1):112-117. doi: 10.1080/09644401042000310222.
- Deschouwer, Kris. 2001. Multilevel systems and political careers: the pleasures of getting lost In *ECPR Joint Sessions, Workshop on Political careers in a multilevel Europe* Grenoble.
- . 2009. "The Rise and Fall of the Belgian Regionalist Parties." *Regional & Federal Studies* no. 19 (4):559-577.
- Docherty, David. 1997. *Mr. Smith Goes to Ottawa: Life in the House of Commons*: UBC Press.
- . 2011. "The Canadian Political Career Structure: From Stability to Free Agency." *Regional & Federal Studies* no. 21 (2):185-203. doi: 10.1080/13597566.2011.530018.
- Dodeigne, Jérémy, and Marc Binard. 2012. "Annexe n°3. Les circonscriptions électorales depuis 1830." In *Les systèmes électoraux de la Belgique*, edited by Frédéric Bouhon and Min Reuchamps, 569-588. Bruxelles: Bruylant.
- Fabre, Elodie. 2010. "Multi-level Election Timing. A Comparative Overview." *Regional & Federal Studies* no. 20 (2):175-199.
- Fiers, Stefaan. 2001. "Carrièrepatronen van Belgische parlementsleden in een multi-level omgeving (1979-1999)." *Res Publica* no. 43:171-92.
- Folke, Olle, and Johanna Rickne. 2012. "Female Representation but Male Rule? Party Competition and the Political Glass Ceiling " *Research Institute of Industrial Economics: working papers* no. 923:1-31.

- Fowler, Linda L., and Robert D. McClure. 1990. *Political Ambition: Who Decides to Run for Congress?*, New Haven: Yale University Press.
- Francis, W.L., and L.W. Kenny. 2000. *Up the political ladder: Career paths in US politics*. Thousand Oaks, CA: Sage.
- Gallagher, Michael, and Michael Marsh. 1988. *Candidate Selection in Comparative Perspective: The Secret Garden of Politics*. London: Sage Publications.
- Jamin, Jérôme. 2012. "Extreme-right discourse in Belgium: a comparative approach." In *Mapping the Extreme Right in Contemporary Europe: From Local to Transnational*, edited by Andrea Mammone, Emmanuel Godin and Brian Jenkins, 62-77. Oxon and New York: Routledge.
- Lawless, Jennifer L., and Sean M. Theriault. 2005. "Will She Stay or Will She Go? Career Ceilings and Women's Retirement from the U.S. Congress." *Legislative Studies Quarterly* no. 30 (4):581-596. doi: 10.3162/036298005x201680.
- Matland, Richard E., and Donley T. Studlar. 2004. "Determinants of Legislative Turnover: A Cross-National Analysis." *British Journal of Political Science* no. 34 (1):87-108.
- Moncrief, Gary F. 1994. "Professionalization and Careerism in Canadian Provincial Assemblies: Comparison to U. S. State Legislatures." *Legislative Studies Quarterly* no. 19 (1):33-48.
- . 1998. "Terminating the provincial career: Retirement and electoral defeat in Canadian provincial legislatures, 1960-1997." *Canadian Journal of Political Science* no. 31 (2):359-372.
- . 1999. "Recruitment and Retention in U. S. Legislatures." *Legislative Studies Quarterly* no. 24 (2):173-208.
- Montero, Alfred P. 2007. "The limits of decentralisation: Legislative careers and territorial representation in Spain." *West European Politics* no. 30 (3):573 - 594.
- Norris, Pippa. 1995. *Political recruitment : gender, race, and class in the British Parliament* Cambridge: Cambridge University Press.
- . 1997. *Passages to Power. Legislative Recruitment in Advanced Democracies*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Pelletier, Réjean. 2009. "Les partis politiques fédéraux et québécois." In *Le parlementarisme canadien*, edited by Réjean Pelletier and Manon Tremblay, 197-252. Québec: Les Presses de l'Université Laval.
- Pilet, Jean-Benoit, Stefaan Fiers, and Kristof Steyvers. 2007. "Des élus multi-niveaux. Carrière politique et recrutement des élites en Belgique." In *L'action publique à l'épreuve des changements d'échelle*, edited by Alain Faure, Jean-Phillipe Leresche, Pierre Muller and Stephan Nahrath. Paris: PUF.
- Rodríguez-Teruel, Juan. 2011. "Ministerial and Parliamentary Elites in Multilevel Spain 1977–2009 " *Comparative Sociology* no. 10:887-907.
- Rush, Michael. 1994. "Career Patterns in British Politics: First Choose Your Party...." *Parliamentary Affairs* no. 47 (4):566-582.
- Schlesinger, Joseph A. 1966. *Ambition and Politics. Political Careers in the United States*. Chicago: Rand McNally & Company.
- Squire, Peverill. 1988. "Career Opportunities and Membership Stability in Legislatures." *Legislative Studies Quarterly* no. 13 (1):65-82.
- Stolz, Klaus. 2003. "Moving up, moving down: Political careers across territorial levels." *European Journal of Political Research* no. 42 (2):223-248. doi: 10.1111/1475-6765.00081.
- . 2010. *Towards a Regional Political Class? Professional Politicians and Regional Institutions in Catalonia and Scotland*, Manchester University Press. Manchester.
- . 2011. "The Regionalization of Political Careers in Spain and the UK." *Regional & Federal Studies* no. 21 (2):223 - 243.
- Van Haute, Emilie , and Jean-Benoît Pilet. 2006. "Regionalist parties in Belgium (VU, RW, FDF): Victims of their own success?" *Regional & Federal Studies* no. 16 (3):297-313.
- Vanlangenakker, Ine, Bart Maddens, and Gert-Jan Put. 2010. "Political careers in Belgium: an example of the integrated career model " *Fédéralisme-Régionalisme* no. 10 Online, <http://popups.ulg.ac.be/federalisme/document.php?id=939>.
- . 2013. "Career Patterns in Multilevel States: An Analysis of the Belgian Regions." *Regional Studies* no. 47 (3):356-367. doi: 10.1080/00343404.2012.753144.

ANNEXES

Tableau 4 – Modèles de carrière en Wallonie (en %) et homogénéité interne

Partis politiques	Carrières intégrées	Carrières nationales	Carrières régionales	Carrières discrètes	Total
cdH	23.2	23.2	19.6	33.9	56
Ecolo	8.9	11.1	8.9	71.1	45
MR	18.2	27.3	19.5	35.1	77
PS	26.1	28.3	20.7	25.0	92
FN	0.0	0.0	10.0	90.0	10
Total	55	65	50	110	280

Test χ^2 modèles vs. partis politiques

χ^2 tous les partis (n=280): $\chi^2 = 40.40$ (df=12; $p < .0001$)

χ^2 sans Ecolo et FN (n=225): $\chi^2 = 3.19$ (df= 6 ; $p = 0.79$)

Test χ^2 modèles vs. genre

χ^2 tous les partis (n=280): $\chi^2 = 4.81$ (df=3; $p = 0.19$)

χ^2 sans Ecolo et FN (n=225): $\chi^2 = 5.05$ (df=3 ; $p = 0.17$)

Test χ^2 modèles vs. origine territoriale

χ^2 tous les partis (n=280): $\chi^2 = 9.79$ (df= 12 ; $p = 0.63$)

χ^2 sans Ecolo et FN (n=225): $\chi^2 = 8.73$ (df= 12 ; $p = 0.73$)

Source: Calculs de l'auteur. Pourcentages par ligne par parti politique et les totaux représentent le chiffre absolu de carrières.

Tableau 5a – Modèles de carrière en Écosse (en %) et homogénéité interne

Partis politiques	Carrières intégrées	Carrières nationales	Carrières régionales	Carrières discrètes	Total
SNP	6.0	7.5	65.7	20.9	67
Labour	2.9	46.0	40.9	10.2	137
LibDem	2.5	37.5	50.0	10.0	40
Conservatives	6.9	0.0	65.5	27.6	29
Autres	0	0	36.36	63.64	22
Total	11	83	147	54	295

Test χ^2 modèles (carrières intégrées exclues) vs. partis politiques

χ^2 tous les partis (n=284): $\chi^2 = 80.99$ (df=8; $p < 0.0001$)

χ^2 sans « autres » (n=262): $\chi^2 = 46.81$ (df=6 ; $p < 0.0001$)

Test χ^2 modèles (carrières intégrées exclues) vs. genre

χ^2 tous les partis (n=284): $\chi^2 = 6.70$ (df=2; $p = 0.03$)

χ^2 sans « autres » (n=262): $\chi^2 = 8.67$ (df=2 ; $p = 0.01$)

Source: Calculs propres de l'auteur. *Note :* Le modèle de carrières intégrées est donné à titre indicatif mais non inclus dans les calculs vu son N marginal pour à une analyse statistique de

Chi².

Tableau 6a – Modèles de carrière en Catalogne (en %) et homogénéité interne

Partis politiques	Carrières intégrées	Carrières nationales	Carrières régionales	Carrières discrètes	Total
CiU	12.94	7.35	32.65	47.06	340
ERC	6.98	4.65	33.72	54.65	86
POSE	13.90	17.63	21.69	46.78	295
PP	13.19	9.89	15.38	61.54	91
ICV	14.81	0.00	37.04	48.15	27
CCD-UCD	9.68	3.23	0.00	87.10	31
Autres	13.64	6.06	18.18	62.12	66
Total	119	95	240	482	936

Test χ^2 modèles vs. partis politiques

χ^2 tous les partis (n=936): $\chi^2 = 68.31$ (df=18 ; $p < 0.0001$)

χ^2 sauf autres/CCD (n=812): $\chi^2 = 38.71$ (df= 9 ; $p < .0001$)

Test χ^2 modèles vs. genre

χ^2 tous les partis (n=936): $\chi^2 = 11.37$ (df=3 ; $p < 0.01$)

χ^2 sauf autres/CCD (n=812): $\chi^2 = 10.12$ (df=3 ; $p < 0.02$)

Test χ^2 modèles vs. origine territoriale

χ^2 tous les partis (n=911): $\chi^2 = 1.36$ (df=3 ; $p = 0.71$)

χ^2 sauf autres/CCD (n=793): $\chi^2 = 8.73$ (df=3 ; $p = 0.83$)

Source: Calculs propres de l'auteur. *Note:* l'origine territoriale est opérationnalisée en une variable dummy (la grande circonscription de Barcelone=1; les trois autres petites circonscriptions=0). Pour certains membres du gouvernement qui n'ont pas été élus, l'origine territoriale est considérée comme une donnée manquante.